



Le **GREAF** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 032

" Réfléchir à changer "

Août 2013

L'insécurité dans le vécu et l'imaginaire populaires



Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly

Editorial



L'insécurité physique est une absence de sécurité pouvant se matérialiser par des agressions, des vols ou autres atteintes à sa personne ou à ses biens. L'insécurité sociale relève de l'incapacité à s'assumer e.g. assurer sa subsistance ou garder son emploi. L'une ou l'autre insécurité peuvent être alimentées par la guerre, le terrorisme, l'injustice ou le chômage voire la pauvreté.

Pour se protéger de l'une ou de l'autre, la société offre un certain nombre de recours de premier choix dont la police, la famille,

la coutume ou simplement les relations interpersonnelles fussent-elles avec des personnalités puissantes.

Pour l'avoir vécue ou imaginée, la peur de l'insécurité provoque un sentiment diffus de vulnérabilité ou d'insécurité tout court. Ce sentiment, équivalant à la peur d'être victime, peut être indépendant que le sujet soit placé ou non dans des secteurs exposés à l'insécurité réelle ou apparemment moins exposés. Aussi, repose-t-il tantôt sur le vécu tel que vivre dans des quartiers difficiles ou travailler dans des secteurs d'emploi précaire tantôt sur des sentiments diffus de vulnérabilité en ce sens que rien n'empêche que ce qui arrive aux autres ne vous atteigne ne serait-ce que par hasard. En tout cas, il est possible que moins on court de risque d'insécurité réelle, plus on se sent menacé d'en être victime.

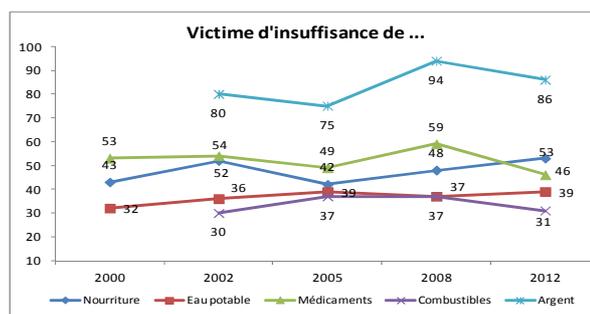
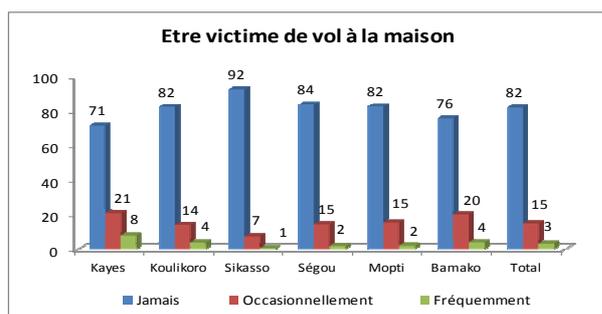
Massa Coulibaly

Introduction

A l'aide d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, il a été possible de traquer les perceptions des maliens sur l'insécurité, qu'elle soit physique ou morale. L'échantillon de 1200 adultes âgés de 18 ans et plus constitué à cet effet se décompose en 26% d'urbains contre 74% de ruraux, 88% de musulmans contre 4% de chrétiens, 3% d'animistes et 5% de sans religion. Il faut noter qu'il ne couvre pas les 3 régions du septentrion, à savoir Tombouctou, Gao et Kidal, inaccessibles au moment de l'enquête (décembre 2012) pour des raisons évidentes d'occupation et d'insécurité.

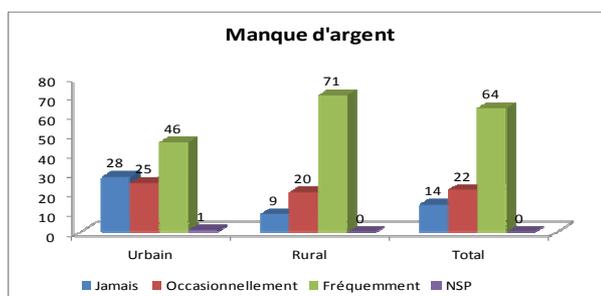
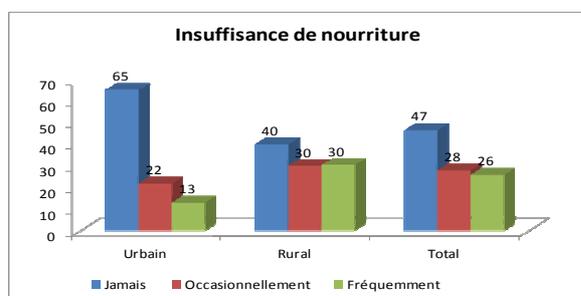
1. Prévalence de l'insécurité

Les résultats d'enquête Afrobaromètre permettent d'estimer la prévalence de l'insécurité dans le pays. C'est ainsi que seulement 18% des sondés estiment qu'ils ont été victimes de vols à la maison avec 15% pour les vols occasionnels et 3% pour ceux fréquents. Ce taux est inégalement réparti entre régions. L'on constate que la région de Kayes apparaît comme la plus insécure avec près de 30% de personnes qui s'estiment victimes de vols à la maison. Cette région est suivie par le district de Bamako et les régions de Koulikoro, de Mopti et de Ségou avec respectivement des taux de 24%, 18% et 17%.



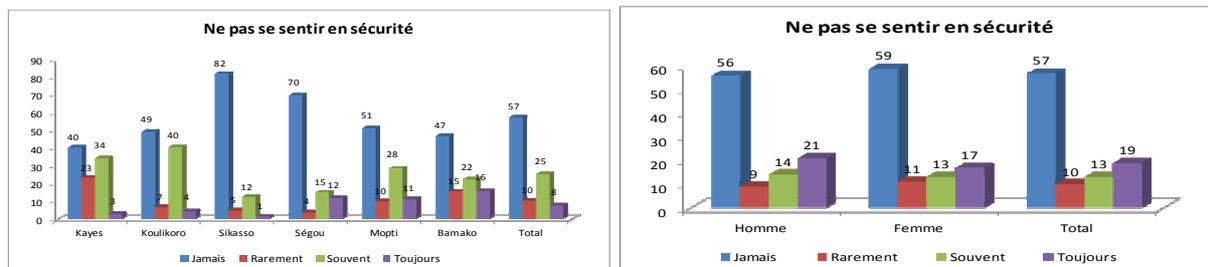
Au regard de l'insécurité sociale, il faut dire que les maliens restent victime d'un certain nombre d'insuffisances dont la plus prononcée est relative à l'argent (dans 86% des cas en 2012 contre 75% en 2005). Le manque d'argent atteint les 91% en milieu rural dont fréquemment.

L'insuffisance de nourriture reste tout aussi prononcée, 60% en milieu rural contre 35% en milieu urbain, pour une moyenne nationale de 53%.



2. Sentiment d'insécurité

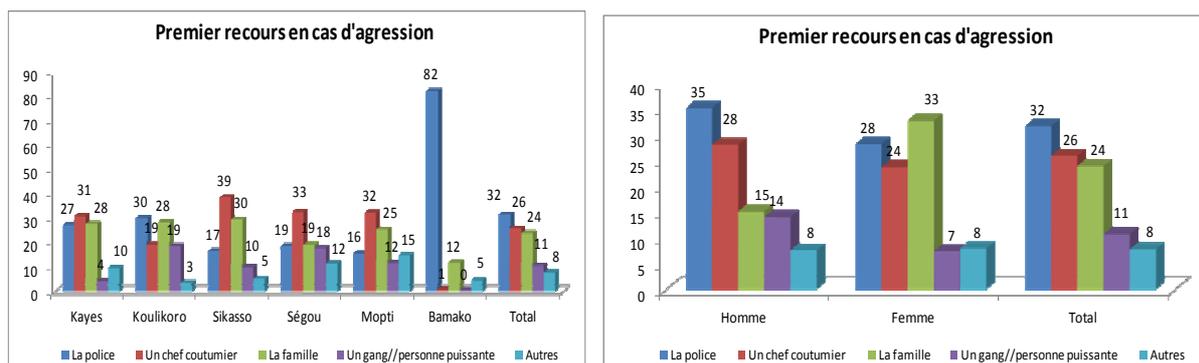
De façon générale, les maliens se sentent en sécurité à concurrence de 57% contre 43% qui s'estiment en insécurité. La région de Sikasso apparaît comme la plus sécurisée avec un taux de 82% de sondés qui s'estiment en sécurité. Elle est suivie par la région de Ségou avec un taux de 70%. A l'opposé, la région de Kayes serait la plus insécurisée avec un taux de seulement 40% qui s'estiment en sécurité dans cette région.



Par sexe, les hommes se sentent moins en sécurité que les femmes même si la différence n'est pas statistiquement significative à de faibles seuils d'erreur. Le sentiment extrême de se sentir toujours en insécurité est plus prononcé chez les hommes que chez les femmes.

3. Protection contre l'insécurité

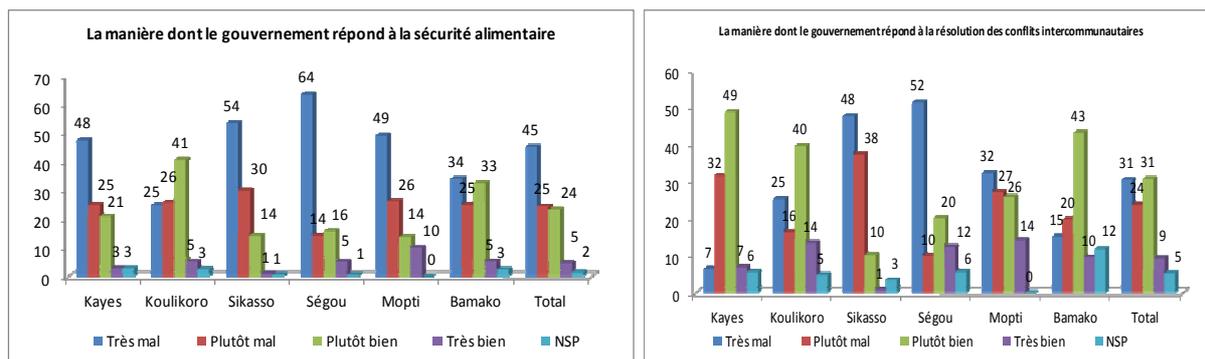
L'enquête permet d'isoler les recours possibles en cas d'agression. De façon générale, près d'un tiers (32%) de maliens ont recours à la police en premier lieu. Ce taux cache une certaine disparité plus ou moins marquée entre régions ou entre sexes. Ainsi, les régions de Sikasso, Ségou, Mopti et Kayes ont recours à des chefs coutumiers en première position en cas d'agression avec des taux respectifs de 39%, 33%, 32% et 31%. En réalité, le recours à la police n'est véritablement induit que par le district de Bamako (82%) et dans une moindre mesure Koulikoro (30%).



Il est à noter que le recours à la famille est relativement important au Mali. Au niveau national, près d'un quart de maliens (24%) sollicitent l'intervention de la famille en cas d'agression. Les régions de Sikasso d'une part et de Koulikoro et Kayes d'autre part arrivent en tête des régions qui ont recours à la famille prioritairement en cas d'agression avec des taux de 30% respectivement 28%. Il faut également ajouter que le recours primordial à la famille en cas d'agression est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes tandis qu'à l'opposé les hommes privilégient plus la police (35% contre 28% pour les femmes), le chef coutumier (28 contre 24%) et des personnes puissantes (14 contre 7%).

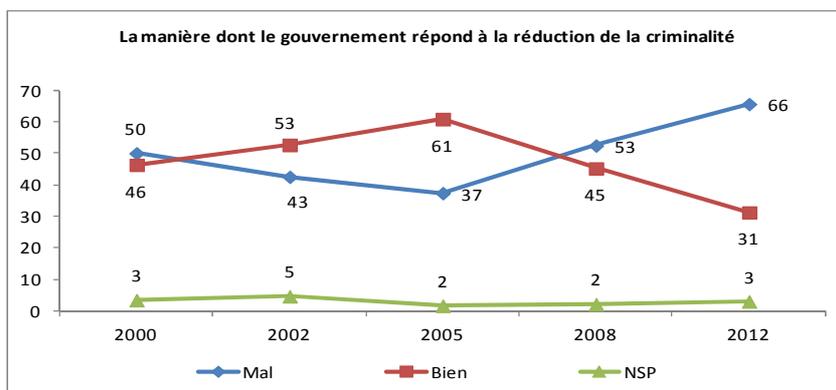
4. Insécurité et performance du gouvernement

Les maliens se sont prononcés sur la manière dont le gouvernement répond aux différents problèmes de développement tels que l'insécurité alimentaire, la gestion des crimes et la résolution des conflits intercommunautaires. C'est ainsi que 70% d'entre eux jugent mal la manière dont le gouvernement répond à la sécurité alimentaire (avec 45% de très mal et 25% de plutôt mal). La région de Ségou est la plus sévère avec un taux de 64% de personnes qui jugent très mal, avec 14% plutôt mal, la performance du gouvernement dans ce domaine.



Les jugements restent encore sévères s'agissant de la résolution des conflits intercommunautaires. Ils sont au total 55% de à mal juger la gestion de tels conflits. Les régions les plus sévères sont celles de Sikasso (86%), Ségou (62%) et Mopti (59%). A l'opposé, les régions de Kayes (56% de bien), Koulikoro (54%) et Bamako (53%) sont relativement satisfaites de la manière dont le gouvernement gère lesdits conflits.

S'agissant de la réduction de la criminalité, il ressort des enquêtes que le gouvernement y répond de plus en plus mal depuis 2005, ce taux passant de 37% à 66% en 2012 avec 53% en 2008. Corrélativement la satisfaction a chuté de 61% en 2005 à 31% en 2012 après avoir été de 45% en 2008. La grave crise sociopolitique de 2012 y a laissé son empreinte mais le malaise était déjà présent en 2008 avec un taux d'accroissement encore plus fort d'opinion négative par rapport à 2005.



Conclusions

Les enjeux sécuritaires se résument en la réduction de la criminalité, la sécurité alimentaire et un plus grand recours des citoyens à leur police face à l'insécurité.